



Mythes et paradoxes de l'Amérique latine au XX^e siècle

Jacky BUFFET*

L'Amérique latine est un sous-continent pétri de paradoxes et traversé de mythes qui ont la vie dure. Aux images de violence politique héritées des dictatures des années 1960-70, ont fait suite des images de crise économique et sociale dans les années 1980, à tel point que les organisations internationales n'ont pas hésité à parler de « décennie perdue pour le développement ». Les espoirs suscités par le retrait des militaires dans les années 1980 ont à leur tour succombé à l'impuissance des plans hétérodoxes des gouvernements civils nouvellement élus et à un vaste mouvement de mondialisation qui a fait des années 1990, la décennie la plus instable depuis 1945. Les crises économiques mexicaine, brésilienne, argentine, les mouvements sociaux en Equateur, en Bolivie, au Venezuela, des foyers persistants de tensions entre le Pérou et l'Equateur, le Chili et la Bolivie et d'autres moins connus ont contribué à entretenir l'idée que l'Amérique latine reste un continent de grande instabilité où sévissent la crise économique, l'insécurité sociale et la pauvreté de masse.

Ces images ne sont certes pas fausses, mais ne livrent qu'un visage de la situation régionale. En insistant sur les aspects les plus préoccupants, elles passent sous silence une réalité plus complexe qui combine à la fois une situation sociale globalement moins défavorable comparée aux autres régions du monde en développement, mais caractérisée par une inégalité que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. De cette manière, est entretenu le mythe d'une Amérique latine peu réceptive aux changements, alors qu'il faudrait plutôt parler d'un paradoxe latino-américain. La levée de ce paradoxe implique de placer l'inégalité au cœur même du modèle de développement et de montrer comment d'élément dynamique du changement, celle-ci est devenue un

vecteur de dysfonctionnements. Dans une économie mondiale marquée par une grande volatilité des flux, des structures économiques et sociales très inégalitaires ne peuvent que constituer un facteur de risque pour les capitaux (étrangers en particulier) et donc un handicap au retour d'une croissance stable et durable.

Une situation en moyenne plutôt favorable

Avec près de 550 millions d'habitants en 2004, l'Amérique latine représente 8,5 % de la population mondiale et près de 10,7 % de la population des pays en développement (Chine comprise). Entre 1750 et 2000, cette population a été multipliée par 35, contre un peu plus de 7 pour l'Afrique et l'Asie, et moins de 4 pour l'Europe¹.

La période de plus forte croissance se situe dans l'après deuxième guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, avec des taux de croissance annuels moyens supérieurs à ceux enregistrés dans les autres régions du monde.

A partir de 1970, les taux de croissance commencent à baisser pour s'établir à 1,6 % entre 1995-2000. Conformément au modèle de la « transition démographique », la transition latino-américaine est caractérisée par une baisse du taux de mortalité suivie d'une baisse du taux de natalité. Le taux de mortalité s'établit à 6 ‰ en 2003 contre 18 ‰ en Afrique subsaharienne, 8 ‰ en Asie du Sud, 7 ‰ en Asie de l'Est et Pacifique et 6 ‰ en Afrique du Nord et Moyen-Orient². Il ne s'agit bien évidemment que de taux bruts qui peuvent cacher des structures de populations différentes et donc biaiser les comparaisons, mais la réalité de cette baisse et surtout son caractère marqué par rapport aux autres régions en développement sont corroborés par une espérance de vie à la naissance qui s'établit à 71,9 ans en Amérique latine et Caraïbes, contre 70,5 en Asie de l'Est et Pacifique, 67 dans les pays arabes, 63,4 en Asie du Sud et 46,1 en Afrique subsaharienne³. La jeunesse de la population pourrait théoriquement constituer un facteur explicatif de cette baisse de la mortalité, mais ne joue ici qu'un rôle secondaire, car tout en étant jeune, la population latino-américaine fait partie des populations les plus vieilles des tiers-mondes. En 2003, les moins de

15 ans représentent 30,8 % de la population, contre 44 % en Afrique subsaharienne, 36,3 % dans les pays arabes et 34,1 % en Asie du Sud. Seule l'Asie de l'Est et Pacifique, de ce point de vue, comparable, touchées elles aussi par une baisse de la fécondité avec une population de moins de 15 ans de 24,9 %⁴. Donc, si l'Amérique latine présente une espérance de vie supérieure aux autres régions en développement alors que sa population est « plus vieille », c'est que les progrès sociaux y ont été plus marqués et que les conditions de vie y sont meilleures.

Tableau 1 - Taux de croissance annuels moyens de la population mondiale par régions - 1955-1995 (%)

	1950-55	1955-60	1960-65	1965-70	1970-75	1975-80	1980-85	1985-90	1990-95	1995-00
Monde	1,79	1,84	1,98	2,04	1,93	1,72	1,71	1,71	1,49	1,35
Pays développés	1,20	1,17	1,09	0,83	0,78	0,65	0,59	0,9	0,4	0,30
Pays en dévp.	2,06	2,14	2,35	2,51	2,35	2,07	2,06	2,03	1,78	1,62
Europe	0,99	0,99	0,96	0,68	0,59	0,49	0,38	0,43	0,18	-0,04
Amérique du Nord	1,70	1,77	1,46	1,10	0,97	0,93	1,03	1,02	1,08	1,04
Océanie	2,18	2,17	2,12	1,92	2,08	1,12	1,55	1,57	1,59	1,37
Asie	1,93	1,97	2,21	2,42	2,25	1,86	1,85	1,85	1,58	1,41
Afrique	2,17	2,33	2,47	2,59	2,61	2,79	2,87	2,78	2,54	2,41
Amérique latine	2,70	2,73	2,78	2,61	2,48	2,34	2,16	1,95	1,75	1,63

Source : CHACKIEL Juan (2004), *La dinamica demografica en America Latina*, Serie Poblacion y desarrollo, n°52, ONU, CEPAL, CELADE, Santiago de Chile, p. 52

Le second élément de la transition démographique concerne la fécondité. Celle-ci a été divisée par deux en 30 ans, passant de 5,1 enfants par femme en 1970-75 à 2,5 sur la période 2000-2005. C'est beaucoup

moins qu'en Afrique subsaharienne (6,8 à 5,5), moins qu'en Asie du Sud (5,6 à 3,2), mais plus qu'en Asie de l'Est et Pacifique (5,0 à 1,9)... à ceci près que cette région inclut la Chine qui représente 1,3 milliard d'habitants sur 1,9 milliard, et qui affiche un taux de fécondité de 1,7 enfants par femme⁵. Si l'on isole la population chinoise, l'Asie de l'Est présente un taux de fécondité de 2,45 enfants par femme et 2,54 si l'on retire en plus la Corée. Une fois corrigés les effets de structure, l'Amérique latine se retrouve donc mieux positionnée que les autres régions du monde en développement... ou du moins, pas plus mal.

Mais les bons résultats de l'Amérique latine ne s'arrêtent pas aux seules données démographiques. Qu'elles concernent la santé, l'éducation ou la nutrition, toutes les données (en moyenne) placent l'Amérique latine dans une position relativement meilleure que les autres régions du monde en développement.

Par exemple, en 2003, la mortalité infantile (moins d'un an) est descendue à 27‰ contre 31‰ en Asie de l'Est et Pacifique, 48‰ au Moyen-Orient et Afrique du Nord, 66‰ en Asie du Sud et 105‰ en Afrique au Sud du Sahara. Il s'agit là d'un indicateur assez fiable de la situation sanitaire dans la mesure où il synthétise les conditions de vie, d'allaitement et d'alimentation, ainsi que la qualité du système de soins⁶. De même, en 2003, le taux de mortalité des moins de 5 ans s'établit à 32 % en Amérique latine et Caraïbes, contre 40% en Asie de l'Est et Pacifique, 56‰ en Afrique du Nord et Moyen-Orient, 92‰ en Asie du Sud et 175‰ en Afrique subsaharienne⁷. Et surtout, non seulement ce taux est plus faible en Amérique latine que dans les autres régions du monde en développement, mais le taux de régression enregistré depuis 1990 est plus fort en Amérique latine que dans les autres régions : 41 % contre 31 % en Asie de l'Est et Pacifique, Afrique du Nord et Moyen-Orient, 29 % en Asie du Sud-Est et 7 % en Afrique subsaharienne⁸.

Dans le domaine de la santé encore, avec un médecin pour 664 personnes, la population d'Amérique latine est deux fois mieux encadrée que la population d'Asie de l'Est et Pacifique (1 pour 1344 habitants), trois fois mieux que la population d'Asie du Sud (1 pour 2217 habitants) et sept fois mieux que la population d'Afrique subsaharienne (1 pour 4807 habitants).

Seuls les pays arabes approchent la situation latino-américaine avec 1 médecin pour 756 habitants⁹. Ces données n'indiquent toutefois pas que ces médecins ont les moyens techniques d'exercer leur art, ni que les traitements thérapeutiques prescrits sont systématiquement disponibles sur le marché, mais on peut estimer que ceux-ci ne sont pas totalement absents dans la mesure où l'Amérique latine présente également une forte proportion d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié. Sur la période 1995-2003, celle-ci s'établit à 82 % contre 86 % en Asie de l'Est et Pacifique, 70 % dans les pays arabes, 41 % en Afrique subsaharienne et 38 % en Asie du Sud¹⁰.

Enfin, d'après le PNUD, en 2002, 89 % des latino-américains ont un accès à une eau de qualité, contre 86 % en Asie du Sud, 84 % dans les pays arabes, 78 % en Asie de l'Est et Pacifique, et 58 % en Afrique subsaharienne¹¹. 75 % des latino-américains disposent d'installations sanitaires de qualité contre 66 % pour les pays arabes, 49 % pour l'Asie de l'Est et Pacifique, 37 % pour l'Asie du Sud et 36 % pour l'Afrique subsaharienne¹². Il s'agit là de données importantes qui permettent de comprendre les progrès réalisés en matière de réduction de la mortalité infantile.

L'Amérique latine se positionne également relativement mieux que les autres régions du monde en développement en matière d'éducation. L'analphabétisme « ne concerne que » 10,4 % des adultes, soit un taux d'alphabétisation de 89,6 %, contre 90,4 % en Asie de l'Est et Pacifique, 64 % dans les pays arabes, 61,3 % en Afrique subsaharienne et 58,9 % en Asie du Sud¹³. Et surtout, les écarts entre hommes et femmes sont faibles : 2 % en Amérique latine contre 9 % en Asie de l'Est et Pacifique, 24 % en Afrique subsaharienne, 29 % dans les pays arabes et 34 % en Asie du Sud. Il s'agit là un facteur important dans la baisse du taux de fécondité¹⁴.

Ces bonnes performances sont expliquées par un taux net de scolarisation/fréquentation à l'école primaire qui s'élève à 93 % sur la période 1996-2003 contre 90 % en Asie de l'Est et Pacifique, 79 % en Afrique du Nord et Moyen-Orient, 75 % en Asie du Sud et 58 % en Afrique subsaharienne¹⁵. Mais cela n'exclue pas, bien sûr, des taux qui peuvent être faibles au niveau régional (Andes, Amérique centrales, Caraïbes) ou très faibles dans certains pays (Haïti, Bolivie).

De même, sur le plan nutritionnel, la population latino-américaine est globalement couverte. En 2000-2002, la part de la population souffrant de la faim s'établit à 10 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, taux identique à celui observé en Afrique du Nord et Proche-Orient, mais inférieur aux taux enregistrés en Asie de l'Est (11 %) du Sud-Est (13 %), du Sud (22 %) et en Afrique subsaharienne (33 %). Cela dit, si globalement la situation paraît correcte, localement elle peut être difficile. C'est le cas en Haïti, où 47 % de la population souffre de sous-alimentation, au Nicaragua (27 %) et en Bolivie (21 %) ¹⁶. En 2000-2002, chaque latino-américain dispose d'environ 2 840 calories par jour, ration un peu inférieure à celle des habitants du monde arabe (2 970) et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (2 870), mais supérieure à celle de l'Asie du Sud (2 400) et de l'Afrique subsaharienne (2 200) ¹⁷.

Sur le plan des revenus, avec 3275 \$ par habitant, un latino-américain dispose d'un revenu 1,2 fois plus élevé que dans le monde arabe (2611 \$) – alors que la rente pétrolière ne concerne qu'une minorité de pays – 2,2 fois plus élevé qu'en Asie de l'Est et Pacifique -Chine comprise (1512 \$), 5,2 fois plus élevé qu'en Afrique subsaharienne (633 \$), et 5,3 fois plus élevé qu'en Asie du Sud (617 \$).

Si l'on prend le PIB en parité de pouvoir d'achat, la comparaison est encore plus flatteuse car avec 7404 \$ par habitant, le revenu de l'Amérique latine excède de plus de 1700 \$ le PIB par habitant du monde arabe (5685 \$), est 4 fois supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne (1856 \$) et est toujours très nettement supérieur à celui de l'Asie du Sud (2897 \$) et de l'Asie de l'Est et Pacifique (5100 \$) ¹⁸.

Dans ces conditions, l'IDH (Indicateur de Développement Humain), qui combine le PIB réel, l'espérance de vie et l'alphabetisation, est élevé ¹⁹ : 797 points sur les 1 000 possibles (et même 878 à la Barbade, 863 en Argentine, 854 au Chili), score très supérieur à celui de l'Asie de l'Est et Pacifique (768), des pays arabes (679), de l'Asie du Sud (628), et bien évidemment de l'Afrique subsaharienne (515 points) ²⁰.

Toutes ces évaluations ne sont évidemment que des moyennes qui ne prennent en compte ni les inégalités régionales, ni les inégalités sociales. L'Amérique latine est loin d'être une région homogène et les « pays les moins

avancés » (Haïti, Bolivie) y côtoient les économies les plus avancées... mais ce constat est aussi valable pour l'Asie, l'Afrique et le monde arabe. En revanche, ces inégalités y sont plus marquées que dans les autres régions du monde en développement et traduisent une véritable « pathologie de développement ». Il n'y a pas qu'un effet de style derrière cette expression, mais la marque d'un processus historique de développement particulier qui a fait de l'inégalité un de ses éléments structurants.

L'inégalité au cœur du développement latino-américain

Trois dimensions étroitement imbriquées permettent de décliner les grandes inégalités en Amérique latine : la terre, les revenus, l'occupation du territoire. Toutes trois sont inscrites dans une chronologie qui les combine en suivant un mouvement non seulement auto-entretenu, mais également faiblement réversible.

Une répartition inégale de la terre

Le premier mouvement de concentration est lié à la terre. Dans tous les pays d'Amérique latine, celle-ci est très inégalement répartie et fait apparaître ce que la littérature a appelé un « complexe *latifundio-minifundio* ». Ce complexe est lui-même attaché à une forme spécifique de contrôle social – l'oligarchie – qui désigne « un système de pouvoirs de fait dont la pièce essentielle est le pouvoir économique basé sur la propriété de grands domaines agricoles et dont l'importance est prépondérante dans la conduite des affaires de l'Etat »²¹. On pourrait ajouter à ces traits une permanence dans le temps, tant sont anciennes les origines de ce pouvoir, mais sont présentes ses manifestations dans les sociétés contemporaines d'Amérique latine.

Historiquement, ce pouvoir apparaît avec la colonisation et la nécessité, une fois passée l'étape de *Conquête*, de rentabiliser les terres nouvellement occupées. L'objectif étant la maximisation du profit, la production est organisée sur de grands domaines (*latifundios*) pratiquant la monoculture à base de main-d'œuvre esclave. Les produits issus des plantations sont ensuite envoyés en métropole dans le cadre d'un système performant d'extraction du

surplus appelé « pacte colonial ». Dans ce pacte, les colonies s'engagent à vendre leurs produits aux métropoles aux prix les plus bas, et à acheter à ces mêmes métropoles les produits manufacturés aux prix les plus élevés. Le commerce ne peut s'établir qu'avec les « ports autorisés » et interdit donc toute relation en dehors du système colonie-métropole (*Exclusif métropolitain*). Les produits sont ensuite commercialisés en Europe à des prix très élevés, assurant aux bourgeoisies métropolitaines de substantiels profits.

A ce stade, l'oligarchie n'est encore qu'en gestation et s'apparente davantage à une classe de « producteurs directs » soumise au pacte colonial, lequel assure des débouchés pour leurs produits, mais dans une forme d'exploitation de moins en moins tolérée. Avec les indépendances, les droits à gérer se transforment en droits de propriété et les producteurs directs récupèrent les excédents commerciaux jusqu'alors prélevés par les métropoles. La construction des économies nationales se réalise peu à peu autour de la montée en puissance de cette classe oligarchique qui va trouver dans la révolution des transports maritimes transatlantiques de la seconde moitié du XIXe siècle (marine marchande à vapeur, propulsion à hélice, cales réfrigérées...), les raisons d'un renforcement de l'insertion de la région dans la division internationale du travail sur une base primaire exportatrice. Les grands domaines connaissent une nouvelle étape de concentration qui atteint son paroxysme en 1910 au Mexique avec le déclenchement de la Révolution. A cette date 1 % de la population possède 97 % des terres (certaines *haciendas* dépassent le million d'hectares) alors que 96 % de la population ne possède que 1 % des terres²². Le Mexique entreprend la première réforme agraire du sous-continent et son inscription dans la Constitution de 1917 souligne l'importance de l'opération. Mais celle-ci reste isolée.

Dans les autres pays, le modèle primaire-exportateur fondé sur les grands domaines s'intensifie et gagne la sphère politique en portant au pouvoir les représentants de classes oligarchiques foncières, comme en témoigne le Brésil. Dans ce pays, entre 1889 et 1930, la Chambre des députés et le Sénat sont entièrement contrôlés par l'oligarchie caféière, et n'alternent à la présidence du pays que des candidats issus des Etats de São Paulo et de Minas Gerais, c'est-à-dire les grands Etats producteurs de café. Ils en profiteront pour édifier un vaste système de défense des intérêts caféiers en privatisant la politique économique aux seules fins d'expansion du secteur.

Dès que se profile une surproduction, l'Etat fédéral, rachète les excédents de façon à soutenir les cours (politiques de « valorisation »)... un moyen astucieux de déroger aux lois du marché et d'assurer la prééminence des intérêts oligarchiques. La conséquence en est une absence totale de limite au développement de l'activité caféière, une surproduction massive en 1929 et un effondrement des cours, aussitôt suivi d'un coup d'Etat en 1930²³.

L'industrialisation, qui s'enclenche dans les années 1930, et se confirme dans les années 1950-60 (notamment pour le Brésil et l'Argentine) ne suppose à aucun moment une quelconque remise en cause des intérêts oligarchiques. Un examen des débats sur l'industrialisation brésilienne dans les années 1930 révèle d'ailleurs que les programmes qui comprenaient ne serait-ce que l'ébauche d'une réforme agraire ont systématiquement été écartés. Dans ce pays, le premier programme d'industrialisation véritablement pensé, organisé, n'intervient que dans la seconde moitié des années 1950 et ne comporte aucun chapitre sur la réforme agraire. Il en est de même en Argentine, malgré la rhétorique péroniste à l'encontre de l'oligarchie.

Dans la plupart des pays, la modernisation va ainsi s'effectuer sans toucher aux structures concentrées de la propriété et sécréter des sociétés rurales hautement inégalitaires, en particulier comparées aux sociétés asiatiques (tableaux 2, 3 et 4). L'impossibilité de dégager des ressources suffisantes pour survivre va finalement pousser la petite paysannerie vers les villes où l'industrialisation incomplète va précipiter deux autres formes de déséquilibres : une forte concentration des revenus, et une extrême polarisation de la population et des activités économiques.

Tableau 2 - Concentration foncière en Amérique latine

	Argentine 1988	Brésil 1996	Chili 1997	Colombie 2001	Equateur 2000	Paraguay 1991	Uruguay 2000	Venezuela 1996-97
Moins de 5 hectares - % des exploitations - % des surfaces	15,08	36,62	42,46	52,81	63,50	39,95	10,95	48,35
	0,08	0,97	0,89	3,8	6,26	0,97	0,10	1,58
De 5 à 10 hectares - % des exploitations - % des surfaces	8,37	12,80	15,85	14,42	11,99	21,67	12,40	15,02
	0,14	1,25	1,34	4,02	5,57	1,80	0,28	1,60
De 10 à 50 hectares - % des exploitations - % des surfaces	25,95	31,19	28,96	22,01	18,08	31,81	28,09	22,15
	1,50	9,96	7,68	19,74	27,43	6,98	2,33	7,53
De 50 à 100 hectares - % des exploitations - % des surfaces	12,68	8,23	5,93	5,37	4,09	2,46	11,63	5,45
	2,05	7,76	4,86	14,76	18,14	2,11	2,88	6,02
De 100 à 1000 hectares - % des exploitations - % des surfaces	30,64	9,67	5,90	5,35	2,32	3,02	29,84	8,02
	20,90	34,93	18,74	57,64	42,57	11,04	35,31	36,81
Plus de 1000 hectares - % des exploitations - % des surfaces	7,25	1,01	0,87			1,05	7,06	0,98
	75,31	45,10	66,46			77,07	59,08	46,44

Source : FAO

Tableau 3 - Concentration foncière en Corée et aux Philippines

	Corée 1990	Philippines 1991		Corée 1990	Philippines 1991
Moins de 1 hectares - % des exploitations - % des surfaces	59,47 30,56	36,55 7,29	De 2 à 3 hectares - % des exploitations - % des surfaces	7,32 16,68	14,18 14,33
De 1 à 2 hectares - % des exploitations - % des surfaces	30,71 41,23	28,49 16,11	Plus de 3 hectares - % des exploitations - % des surfaces	2,48 11,52	20,75 62,24

Source : FAO

Une répartition inégale des revenus

En 1950, trois pays seulement – l'Argentine, le Mexique et le Brésil – représentent 72,4 % de la production industrielle du sous-continent. Avec la Colombie, le Chili, le Pérou et le Venezuela, la proportion atteint 90,5 %, le reste du sous-continent comptant donc pour moins de 10 %. Ces « décollages tardifs » confèrent à l'industrialisation certaines particularités que ne permet pas de saisir précisément l'analyse de la substitution d'importation et qui rencontrent dans la répartition inégale de la terre des éléments inducteurs d'inégalités, voire d'exclusion sociale.

En effet, avant d'être substitutive d'importations, l'industrialisation latino-américaine est « tardive » et cherche donc à progresser rapidement. Dans ce cadre, elle va recourir à des technologies très intensives en capital, donc peu créatrices d'emplois, alors que l'ensemble du sous-continent connaît son plus fort essor démographique, doublé d'une migration vers les villes importantes. Entre 1949 et 1958, le taux d'expansion de la production est de 80 % au Brésil contre seulement 25 % pour l'emploi. Combinée à la faiblesse du coût de la main-d'œuvre, cette incorporation de technologies avancées favorise une élévation rapide des gains de productivité, ce qui est louable, mais comme l'industrialisation exige des financements qui vont au-delà des possibilités des Etats, ces gains de productivité ne sont pas

Tableau 4 - Coefficient de Gini de répartition de la terre en Amérique latine et en Asie

Pays/Années	Coefficient Gini
Amérique latine	
Barbade (1989)	94
Paraguay (1991)	93
Venezuela (1997)	88
Bahamas (1994)	87
Pérou (1994)	86
Bésil (1996)	85
Argentine (1988)	83
Colombie (2001)	80
Uruguay (2000)	79
Nicaragua (2001)	72
Honduras (1993)	66
Panama (2001)	52
Asie	
Bangladesh (1996)	62
Inde (1991)	58
Philippines (1991)	55
Vietnam (1994)	53
Thaïlande (1993)	47
Indonésie (1993)	46
Rép. Dém. du Laos (1999)	39
Rép. de Corée (1990)	34

Source : FAO

redistribués sous forme de hausse des salaires réels²⁴. De même, tout en constituant de puissants soutiens à la croissance, les capitaux étrangers vont contribuer à déformer les structures industrielles en répondant en priorité à la demande de consommation des groupes à hauts revenus, tandis que l'inflation est judicieusement gérée de manière à alimenter une épargne

forcée. Cette option va certes permettre de financer les investissements par élévation des profits, mais va en contrepartie alimenter la concentration des revenus, accentuer les inégalités au profit des groupes à revenus mixtes, et par conséquent, concentrer encore plus les marchés solvables. La concentration des revenus puise ici directement dans le modèle d'industrialisation tardive et ses contraintes. Enfin, le processus de substitution va se heurter à des productions de biens de plus en plus difficiles à mettre en œuvre et finir par se bloquer.

Au bilan, l'industrialisation des années 1950 ne réussit à créer qu'une demande restreinte aux classes à plus hauts revenus, et conduit l'industrie à ne produire que pour ces classes. Il en résulte un développement inégalitaire, excluant et dépendant, qui écarte toute chance d'enclencher une véritable consommation de masse.

Parallèlement, la contestation se met en marche. Une guérilla marxiste s'organise, qui puise dans les inégalités sociales nées de l'industrialisation et les structures foncières archaïques la revendication d'un autre avenir. Au début des années 1960, et pour l'ensemble du sous-continent, 10 % des propriétaires possèdent toujours 90 % des terres cultivables, 73 % des unités de production sont inférieures à 20 hectares et représentent seulement 3,7 % des surfaces exploitables, alors que 1,5 % des unités agricoles s'étendent sur plus de 1 000 hectares, rassemblant 65 % des terres exploitées²⁵. Un peu partout éclatent des foyers insurrectionnels.

La combinaison « crise économique » (blocage de l'import-substitution) - « crise sociale » (répartition inégalitaire) indique que des mesures doivent être prises, mais trace en même temps les limites à ne pas franchir. L'alternative se partage entre une transformation en profondeur de l'économie (développement du marché intérieur, réforme agraire, réforme des revenus, progression des salaires pour apaiser les masses, contrôle des inégalités) et un modèle d'industrialisation plus agressif, mieux intégré dans l'économie mondiale, mais qui ne peut se faire que dans le cadre d'un contrôle social strict (répression salariale et syndicale, maintien du *statu quo* entre la campagne et la ville), c'est-à-dire sous des gouvernements autoritaires, seuls capables d'impulser un modèle impopulaire. Alors que la situation se dégrade un peu partout, l'armée se met sur le pied de guerre, et

en l'espace d'une dizaine d'années dépose les uns après les autres les gouvernements démocratiquement élus.

Pour les pays les plus avancés dans l'industrialisation (Mexique, Argentine, Brésil...), c'est le signal d'une réorientation destinée à assurer leur transformation d'exportateurs de matières premières en exportateurs de biens manufacturés²⁶. Pour les autres, c'est encore l'heure du « décollage »... mais partout l'industrie progresse. Sur la période 1960-80, la croissance s'établit à 5,8 % en moyenne annuelle, les exportations sont multipliées par 12 et celles de produits manufacturés par... 53. L'Amérique latine semble être sur le point de réussir le passage à l'industrialisation.

La réalité est toutefois plus nuancée. La modernisation est une fois de plus enclenchée sous la protection de solides barrières douanières qui vont faire perdre peu à peu de la compétitivité aux productions nationales. Les débouchés ne peuvent donc être qu'intérieurs, mais comme les marchés sont extrêmement concentrés, ces débouchés paraissent vite insuffisants. Les Etats vont donc devoir soutenir ces secteurs en pratiquant des politiques de prix administrés. A cela s'ajoutent les importations de biens d'équipements indispensables à la modernisation, mais qui, dans un contexte d'industries nationales peu compétitives, entraînent rapidement des déficits externes importants. Et comme la croissance démographique se poursuit à un rythme élevé, l'industrie, peu compétitive, ne peut absorber les flux de migrants qui viennent grossir les villes. Le modèle finit donc par accentuer les inégalités sociales, ne profitant finalement qu'aux oligarchies et aux bourgeoisies soutenues par des Etats devenus tentaculaires. Au Brésil, les 20 % les plus riches détiennent 50 % du revenu national au début des années 1960, plus de 65 % au milieu des années 1970.

Pour tenter une sortie de crise et compléter l'industrialisation, les gouvernements vont alors recourir à l'endettement extérieur, mais vont plonger dans la crise de la dette au début des années 1980 et devoir accepter les douloureux programmes d'ajustement structurel du FMI. *Déréglementation, dérégulation, désétatisation* deviennent les maîtres mots d'un nouveau *consensus* venu de Washington. L'heure est aux coupes dans les dépenses sociales, les importations et les salaires. Les conséquences sont dramatiques : les salaires chutent, le niveau de vie baisse et le chômage

s'accroît. D'où l'image de cette «décennie perdue pour le développement»²⁷. Au bilan, le PNB de la région n'aura progressé que de 0,9 % par an entre 1981 et 1990, ce qui, combiné à une croissance démographique de 2,2 %, détermine un recul du revenu par habitant de 1,2 % en moyenne annuelle²⁸. En 1987, l'investissement ne représente plus que 15 % du PIB... contre 20 % en 1980.

Parallèlement, le mouvement de vente d'actifs préconisé par les organisations internationales se poursuit, ouvrant la voie à une réduction des déficits budgétaires et un recul de l'inflation. Une gestion plus orthodoxe des taux de change se substitue à la pratique de dévaluations répétées accompagnée d'une réduction des importations qui permet de corriger les déséquilibres externes. Confortés par le rétablissement des « fondamentaux » et la poursuite des privatisations dans un contexte de changes sécurisés, les capitaux étrangers se remettent à considérer de manière positive le risque latino-américain en substituant à l'ancien modèle de financement par endettement bancaire un modèle où les flux financiers et les investissements directs occupent une place de plus en plus importante. La région va-t-elle y gagner en stabilité ? Si l'on en juge par les crises des années 1990, rien n'est moins sûr.

Stimulées par l'afflux de capitaux étrangers, les économies de la région se sont en effet remises à importer massivement dans les années 1990, mais face à des appareils productifs déstructurés et des monnaies qui se sont fortement appréciées en termes réels, l'insuffisance des exportations a précipité à nouveau les balances commerciales dans le déficit. Ce type de déséquilibre suppose un afflux permanent de capitaux étrangers, mais cette option est difficilement viable à long terme car elle n'est pas entièrement maîtrisable par les pays qui y recourent, et surtout elle est très coûteuse car elle suppose des taux d'intérêt élevés qui renforcent les comportements spéculatifs au détriment de l'investissement. En outre, lorsque les déficits commerciaux atteignent des proportions jugées insoutenables, c'est la crédibilité des politiques gouvernementales qui est touchée. Des anticipations aux dévaluations commencent alors à se former tandis que les capitaux étrangers abandonnent préventivement leurs positions en déclenchant des crises de change, comme ont pu en témoigner le Mexique en 1994, le Brésil en 1999 et l'Argentine en 2001. Suivent alors des crises sociales de grande

ampleur, accentuées par des inégalités structurelles profondes et aggravées par une absence totale d'amortisseurs sociaux.

Tableau 5 - Coefficient de Gini de répartition des revenus en Amérique latine

Pays	Année	Part du revenu ou de la consommation				Mesure de l'inégalité		
		10% les plus pauvres (1)	20% les plus pauvres (2)	20% les plus riches (3)	10% les plus riches (4)	(4) / (1)	(3) / (2)	Indice de Gini
Brésil	2001	0,7	2,4	63,2	46,9	68,0	26,4	59,3
Paraguay	2002	0,6	2,2	61,3	45,4	73,4	27,8	57,8
Colombie	1999	0,8	2,7	61,8	46,5	57,8	22,9	57,6
Chili	2000	1,2	3,3	62,2	47,0	40,6	18,7	57,1
Panama	2000	0,7	2,4	60,3	43,3	62,3	24,7	56,4
Honduras	1999	0,9	2,7	58,9	42,2	49,1	21,5	55,0
Mexique	2000	1,0	3,1	59,1	43,1	45,0	19,3	54,6
Salvador	2000	0,9	2,9	57,1	40,6	47,4	19,8	53,2
Argentine	2001	1,0	3,1	56,4	38,9	39,1	18,1	52,2
Pérou	2000	0,7	2,9	53,2	37,2	49,9	18,4	49,8
Venezuela	1998	0,6	3,0	53,4	34,3	62,9	17,9	49,1
Guatemala	2000	0,9	2,6	64,1	48,3	55,1	24,4	48,3
Costa Rica	2000	1,4	4,2	51,5	34,8	25,1	12,3	46,5
Bolivie	1999	1,3	4,0	49,1	32,0	24,6	12,3	44,7
Uruguay	2000	1,8	4,8	50,1	33,5	18,9	10,4	44,6

Source : *Rapport sur le développement humain, 2005*, pp. 282-285

L'ajustement aura donc été laborieux en termes économiques et coûteux en termes sociaux. Il n'est certainement pas terminé, mais on peut d'ores et déjà prévoir des lendemains difficiles, car l'Amérique latine en sort avec des inégalités renforcées. Ces inégalités constituent une limite à l'action de gouvernements en grande partie décrédibilisés aux yeux des populations locales et ajoutent un facteur non négligeable d'incertitude pour des capitaux en grande partie volatiles et donc susceptibles à tout moment de partir pour

chercher refuge dans des zones plus stables. Le déclenchement de la Révolution au Chiapas, la très grande instabilité sociale en Bolivie, la recherche d'une « solution de la dernière chance » en Equateur avec la dollarisation ... et de manière plus générale l'affirmation d'une rhétorique de plus en plus populiste doivent être regardés avec la plus grande attention. Ils constituent les symptômes patents des limites de ce nouveau modèle de développement.

Tableau 6 - Coefficient de Gini de répartition des revenus en Asie

Pays	Année	Part du revenu ou de la consommation				Mesure de l'inégalité		
		10% les plus pauvres (1)	20% les plus pauvres (2)	20% les plus riches (3)	10% les plus riches (4)	(4) / (1)	(3) / (2)	Indice de Gini
Philippines	2000	2,2	5,4	52,3	36,3	16,5	9,7	46,1
Thaïlande	2000	2,5	6,1	50,0	33,8	13,4	8,3	43,2
Vietnam	2002	3,2	7,5	45,4	29,9	9,4	6,0	37,0
Indonésie	2002	3,6	8,4	43,3	28,5	7,8	5,2	34,3
Rép. Laos	1997	3,2	7,6	45,0	30,6	9,7	6,0	37,0
Inde	1999	3,9	8,9	43,3	28,5	7,3	4,9	32,5
Bangladesh	2000	3,9	9,0	41,3	26,7	6,8	4,6	31,8
Corée du Sud	1998	2,9	7,9	37,5	22,5	7,8	4,7	31,6

Source : Rapport sur le développement humain, 2005, pp. 282-285

Une inégale occupation du territoire

Mais l'Amérique est frappée par une troisième grande inégalité qui la distingue des autres régions du monde en développement : l'inégalité en matière d'occupation du territoire. La population se concentre en effet principalement sur une frange littorale de 300 kilomètres autour de pôles dominés par une ou plusieurs villes géantes : Caracas, Fortaleza, Recife, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Montevideo, Santiago du Chili, Lima, Monterrey... Cette disposition n'est pas qu'une donnée géographique, mais trouve elle

aussi sa logique dans l'histoire et le mode d'insertion du sous-continent dans une division internationale du travail fondée sur la spécialisation primaire-exportatrice. C'est donc de manière fort logique que l'interface Amérique latine / Europe s'est illustrée par des zones de contact portuaires et des schémas de transports (ferroviaires) liant les zones de production aux points d'embarquement²⁹.

L'industrialisation n'a guère modifié cette logique de répartition. Les activités exportatrices ayant fourni une base d'accumulation primitive souvent très importante, lorsque les modèles se sont réorientés vers une logique plus urbaine, plus industrielle, moins dépendante de l'extérieur, c'est dans ces zones qu'ont été réalisés les investissements. Dans les années 1990, le triangle São Paulo - Belo Horizonte - Rio de Janeiro (11 % du territoire brésilien) concentre 63 % du revenu national et 80 % du revenu industriel. Le seul Etat de São Paulo contribue à plus de 55 % de la production industrielle du pays³⁰ (36 % pour la seule ville de São Paulo). De même Lima abrite un tiers de la population du pays, 70 % des entreprises, 80 % des dépôts bancaires... mais aussi 75 % des médecins et la moitié des lits d'hôpitaux. A Guatemala Ciudad se concentrent 77 % des diplômés du supérieur et 50 à 60 % du PIB du pays, à Mexico, 40 % du PIB... un schéma quasi identique dans tous les pays de la région.

La concentration qui découle de ce mouvement historique fait aujourd'hui du sous-continent latino-américain le plus urbanisé des mondes en développement. 76,7 % de la population vit en ville, contre 54,7 % dans les pays arabes, 41 % en Asie de l'Est et Pacifique, 35,6 % en Afrique subsaharienne et 29,8 % en Asie du Sud.

Bien des problèmes en découlent. Outre le croît démographique propre aux zones urbaines, la concentration de la population dans les villes s'alimente des migrations internes, en particulier des travailleurs ruraux, incapables de survivre sur des propriétés trop étroites qui n'autorisent que des revenus faibles et irréguliers, et pour lesquels la ville représente l'espoir d'un autre avenir. Cependant, nous avons vu que l'industrialisation incomplète, capital-intensive de surcroît, n'offre que des réponses partielles à leurs attentes, d'autant plus précaires que la « décennie perdue pour le développement » et la phase d'ajustement structurel se sont soldés par des destructions nettes d'emplois industriels. Expulsés des campagnes, les

migrants n'en deviennent donc pas pour autant des urbains, mais sont le plus souvent condamnés à séjourner dans les marges des villes où les conditions de vie perpétuent les situations d'inégalités. Ils cumulent les facteurs de risques – faible scolarisation, faible encadrement médical, insuffisance des réseaux d'assainissement, précarité des logements, surmortalité infantile... – qui viennent se superposer aux inégalités entre sexes et groupes ethniques. A cela s'ajoutent les « déséconomies externes » liées au congestionnement urbain et à la saturation des équipements collectifs (voies de circulation, services de voirie, réseaux d'assainissement, distribution d'eau et d'énergie), qui constituent autant de coûts économiques et sociaux.

**Tableau 7 - Taux d'urbanisation en Amérique latine
(% de la population totale)**

Pays	1975	2003	2015
Argentine	81,0	90,1	92,2
Uruguay	83,4	92,5	94,4
Chili	78,4	87,0	90,2
Bahamas	73,4	89,4	91,6
Cuba	64,2	75,7	78,1
Trinidad et Tobago	63,0	75,4	79,7
Mexique	62,8	75,5	78,8
Colombie	60,0	76,4	81,3
Brésil	61,2	83,0	88,4
Dominique	55,3	72,0	76,2
Venezuela	75,8	87,6	90,0
Suriname	49,5	76,0	81,6
St Vincent et Granadines	27,0	58,2	68,6
Pérou	61,2	73,9	78,0
Equateur	42,4	61,8	67,6

Source : RDH, 2005, pp. 244-247

A l'opposé, la polarisation démographique, économique et sociale laisse dans l'isolement de vastes régions pour lesquelles la mise en valeur sera

d'autant plus difficile que les voies de communications sont peu développées dans un contexte où les zones urbaines absorbent l'essentiel des moyens. Les images livrées par les satellites en ciel de nuit fournissent une vue saisissante de ces contrastes régionaux et illustrent de manière remarquable l'inscription dans l'espace des inégalités sociales.

Conclusion

L'Amérique latine est bien un continent de paradoxes. Les extrêmes s'y côtoient dans une logique historique qui en fait aujourd'hui l'une des régions où le potentiel est le plus fort -ce que révèlent les moyennes- mais où les inégalités autorisent à parler d'une véritable *pathologie de développement*. Celles-ci constituent une donnée du modèle de développement qu'il ne sera pas facile d'infléchir et qui place la région dans une position certainement moins favorable que l'Asie pour affronter les mouvements désordonnés des capitaux internationaux. Les années 1990 ont nettement montré que cette instabilité se payait d'un coût social d'autant plus élevé que les inégalités étaient fortes au départ³¹. Mais les mouvements sociaux – révolte des Indiens du Chiapas, mouvement des sans-terre au Brésil, *piqueteros* en Argentine, Indiens en Equateur – qui se sont exprimés sur cette période ont montré également que les seuils de tolérance des sociétés civiles n'étaient pas sans limites.

* Jacky BUFFY est Maître de Conférences en Economie (Développement « Amérique latine ») à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

Note

1. DUMONT Gérard-François (2000), « La géographie des populations d'Amérique latine », *Acta Geographica*, n° 124, IV.
2. UNICEF (2005), *La situation des enfants dans le monde*, p. 129
3. PNUD (2005), *Rapport sur le développement humain*, p. 234
4. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 247
5. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 247

6. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 265
7. UNICEF (2005), *op. cit.*, p. 145
8. UNICEF (2005), *op. cit.*, p. 145
9. Données reconstituées à partir du *Rapport sur le développement humain – 2005*, pp. 248-251 – A titre de comparaison le rapport signale un médecin pour 304 habitants en France (période 1990-2004).
10. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 251
11. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 255
12. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 255
13. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 234
14. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 322
15. UNICEF (2005), *op. cit.*, 109
16. FAO (2005), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, pp. 30-31
17. FAO (2004), *Résumé des statistiques mondiales sur l'alimentation et l'agriculture*, p. 69
18. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 281
19. L'Indicateur de Développement Humain est un indice mesuré par le PNUD publié chaque année dans le *Rapport sur le développement humain*. Il s'agit d'un indicateur composite mesurant le niveau de vie de la population d'un pays à partir d'indicateurs de durée de vie (espérance de vie à la naissance), de niveau d'éducation (indicateur combinant le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation) et de richesse (PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat).
20. PNUD (2005), *op. cit.*, p. 234 (données référentes à 2003)
21. VEGA Luis Mercier (1967), *Mécanismes du pouvoir en Amérique latine*, Editions Universitaires, Paris, p. 13
22. LEON Pierre (1969), *Economies & sociétés de l'Amérique latine : essai sur les problèmes du développement à l'époque contemporaine - 1815-1967*, SEDES, Paris, pp. 95-96.

23. BUFFET Jacky (2000), *Industrialisation et développement au Brésil - 1500-2000*, Recherches - Amérique Latine - série Brésil, L'Harmattan, Paris
24. Entre 1955 et 1962, la productivité du travail dans les industries de transformation brésiliennes s'élève de 72,8 % (8,2 % par an) contre 12,1 % pour les salaires (1,7 % par an) – CANDAL Arthur (1969), *A industrialização brasileira : diagnostico e perspectivas*, Ministerio do Planejamento, Rio de Janeiro
25. LEON, op. cit. p. 302
26. L'installation des dictatures et la réorientation du modèle vers une stratégie plus offensive va se faire en deux temps.
27. CEPAL-ONU (1990), *Transformation du processus de production dans un climat d'équité*, Santiago du Chili.
28. En Argentine, le PIB a diminué de 23,5 % entre 1981 et 1989 - DABENE Olivier (1997), *La région Amérique latine : interdépendance et changement politique*, Presses de Science-Po, Paris, p. 257.
29. Lorsque les villes ne sont pas directement littorales, ce schéma n'est pas totalement contredit comme en témoigne São Paulo qui connaît son essor dans la seconde moitié du XIXe avec le développement de la caféiculture d'exportation. Elle est alors rattachée au port de Santos d'où partent les navires transatlantiques à destination de l'Europe. D'autres cas renvoient toutefois à des logiques de spatialisation plus complexes comme en témoignent Mexico, construite sur l'ancienne capitale de l'empire Aztèque ou Brasilia, inaugurée en 1960 comme nouvelle capitale du Brésil.
30. ROUQUIE Alain (1998), *Amérique latine – Introduction à l'Extrême-Occident*, Seuil, Paris, p. 356.
31. SALAMA Pierre, VALIER Jacques (1997), « La pauvreté et des moyens de l'accroître », in *Amérique latine : tournant de siècle*, sous la direction de Georges Couffignal, *Le Dossier de l'Etat du Monde*, La Découverte, Paris, pp. 69-87

